

Éric DUPOND-MORETTI

Madame la ministre, chère Nicole, vous venez de me remettre les sceaux, en quelque sorte les clés de ce grand ministère régalien. Ce n'est pas le ministère de la guerre, même si j'ai cru entendre ces mots, mais celui des libertés. Donc quelques instants, je mettrai entre parenthèse mon métier d'avocat que j'ai passionnément aimé - et que, bien sûr, je continuerai à aimer. Pendant près de 36 ans, j'ai sillonné la France dont je connais tous les tribunaux. Ah je le confesse, je n'ai pas de la justice une connaissance technocratique. Je la connais humainement, je la connais intimement, je la connais, Nicole, charnellement. Dans ce long parcours, j'ai vu le meilleur et le pire : le chagrin de victimes dévastés, le désespoir d'hommes injustement condamnés. J'ai rencontré de très grands magistrats devant qui j'ai eu l'honneur de plaider. Je les respecte, j'entretiens avec eux des rapports d'amitié. Ils sont humains, indépendants, gourmands du contradictoire. De ces femmes et de ces hommes qui, en quelques mots, vous réconcilient avec l'idée même de justice, « une chaleur de l'âme », disait Albert CAMUS. J'ai également touché du doigt les conditions de travail déplorables dans lesquelles se débattent quotidiennement magistrats et greffiers. Je ne suis pas un homme politique. Je viens de la société civile, j - devrais même dire de la société pénale. J'aurais pu tranquillement attendre l'heure de la retraite, même s'il nous faut travailler un peu plus. Mais j'ai décidé de m'engager auprès d'un homme courageux, le président de la République, qui veut améliorer la justice de notre pays. CASAMAYOR que tous les magistrats connaissent ici a écrit que la justice était une erreur millénaire qui voulait que l'on ait attribué à une administration le nom d'une vertu. La justice a donc évidemment toutes les qualités d'une administration. Elle en a hélas parfois quelques défauts. Oui, madame la ministre, oui, mesdames et messieurs, la justice peut être améliorée. D'ailleurs, la France, dans le classement des pays les plus condamnés par la Cour européenne des droits de l'homme, occupe la douzième place sur 47 pays, la plupart de nos condamnations intervenant à raison de procès inéquitables. Je ne fais de guerre à personne. Je veux avec vous garder le meilleur et changer le pire. J'entends bien sûr, dans le dialogue et la concertation, faire évoluer la magistrature dans le sens d'une plus grande ouverture sur la société et remettre à plat l'ordonnance de 58. Je veux avancer sur un projet qui me tient à coeur : l'indépendance de la justice. Je souhaite être le garde des Sceaux qui portera enfin, lors d'un congrès, la réforme du parquet tant attendue. Je veillerai à ce que les enquêtes préliminaires restent préliminaires et ne soient pas éternelles, comme c'est, hélas, parfois le cas. Je vais demander à la Direction des affaires criminelles et des grâces de me faire des propositions en ce sens. Il convient de trouver un juste équilibre entre l'efficacité de l'enquête et le principe du contradictoire sans lequel la justice n'est rien. Je souhaite également que nous travaillions ensemble sur la présomption d'innocence et le secret de l'enquête. Bien sûr, des journalistes seront associés à ces réflexions. La justice ne se rend pas dans la rue, ni sur les réseaux sociaux, ni dans les médias. Et l'honneur des hommes, pas plus aujourd'hui qu'hier, ne mérite d'être jeté aux chiens. J'entends également, et c'est une volonté forte du président de la République, mettre en place une justice plus proche du citoyen, meilleur accueil des victimes. Je compte réunir l'ensemble des procureurs généraux rapidement pour échanger sur ces questions. Est-il admissible aujourd'hui qu'une victime ne soit pas systématiquement entendue ? Je compte porter avec détermination ce que vous avez commencé : la PMA, le parquet européen, la réforme de l'ordonnance de 45, pour moi, absolument essentiel. Je veux restaurer le secret professionnel des avocats. Bien sûr, je n'oublie pas la condition pénitentiaire. Je pense aux prisonniers, à leurs conditions de vie inhumaines et dégradantes. Je pense bien sûr aux personnels de l'administration pénitentiaire que j'assure de mon indéfectible soutien et à qui je réserverai dès cet après-midi ma première visite de ministre. Je veux adresser un message bienveillant à toute la famille judiciaire : magistrats, greffiers, membres des professions réglementées dont je recevrai tous les représentants. Je serai le garde des Sceaux du dialogue et j'accepterai la contradiction dont j'ai toujours été le fervent défenseur. Madame la ministre, chère Nicole, je vous souhaite le meilleur pour votre vie à venir. Vous serez, et je vous l'ai déjà dit, bien sûr toujours la bienvenue - et les portes de ce ministère vous seront

toujours ouvertes. Ce moment, Madame la ministre, mesdames et messieurs, est pour moi, vertigineux. J'appréhende cette tâche avec humilité. Mais maintenant, pour moi, la parole est aux actes. Avant de me taire, un dernier mot. Je pense bien sûr aux miens, à ceux que j'aime et qui me sont proches. Je pense en particulier à ma mère qui a quitté son pays d'origine pour fuir la misère et pour arriver ici dans ce grand pays. Elle est devenue une Française de préférence, et la Marseillaise l'a fait pleurer. Je serai un garde des sceaux de sang mêlé. Mon ministère sera aussi celui de l'antiracisme et des droits de l'homme. Merci à vous.